Procès-verbal de la réunion du conseil d'administration

Le 25 septembre 2024 – 13 h 00 à 16 h 00

Le 26 septembre 2024 – 9 h 00 à 12 h 00

Salle du conseil d'administration du bureau principal / MS Teams

Présents : Mel Norton (président du conseil), Haley Flaro (vice-présidente du conseil), Adam Donnelly, Mike MacMullin, James Stanley, Denny Vautour, Jason Green, Gaëtan Guérette, Chantal Lafleur, Bert Cyr et Tim Petersen (président et chef de la direction).

Excusés : Mike MacMullin (25 septembre).

Membres du personnel présents : Michael McGovern, Laragh Dooley, Carolyn MacDonald, Richard Blais, Matthew Hachey, Mike Freeze, Scott Allaby, d^r Paul Atkinson (point 7) et Courtney St. Peter.

Invités : D^{re} Paula Keating, Société médicale du Nouveau-Brunswick (point 7); René Boudreau, Société médicale du Nouveau-Brunswick (point 7); et Caitlin Crowley, MNP (point 9).

1. Adoption de l'ordre du jour

Le conseil examine l'ordre du jour de la réunion des 25 et 26 septembre 2024, tel qu'il figure dans les documents de la réunion.

Sur motion dûment présentée et appuyée, il est unanimement résolu que :

Le conseil adopte l'ordre du jour de la réunion des 25 et 26 septembre 2024, avec modifications.

2. Moment de sécurité

Le conseil rappelle que c'est la rentrée scolaire et recommande aux gens d'être attentifs aux autobus scolaires, aux zones scolaires et aux piétons, qui sont plus nombreux près des écoles.

3. Déclaration de conflit d'intérêts

Le président du conseil demande si des membres avaient déclaré un conflit d'intérêts. Aucun conflit d'intérêts n'est déclaré.

4. Adoption de procès-verbaux

a. Réunion des 5 et 6 juin 2024

Le conseil examine le procès-verbal de la réunion des 5 et 6 juin 2024.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :

Le conseil approuve le procès-verbal de la réunion des 5 et 6 juin 2024 tel qu'il a été présenté.

b. Réunion du 3 septembre 2024

Le conseil examine le procès-verbal de la réunion du 3 septembre 2024.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :

Le conseil approuve le procès-verbal de la réunion du 3 septembre 2024 tel qu'il a été présenté.

5. Résolutions en bloc

a. Plan de travail de 2024

Le conseil examine le plan de travail de 2024, tel qu'il figure dans les documents de la réunion.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :
Le conseil reçoive le plan de travail de 2024 à titre de renseignement.

b. Mise à jour de la lettre de mandat

Le conseil examine la mise à jour de la lettre de mandat, telle qu'elle figure dans les documents de la réunion.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :
Le conseil reçoive la mise à jour de la lettre de mandat à titre de renseignement.

6. Politiques

a. Politique 23-600 – Établissement des taux de cotisation de base

La vice-présidente à la Stratégie et aux finances donne un aperçu des modifications apportées à la Politique 23-600, telles qu'elles figurent dans les documents de la réunion.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :
Le conseil approuve la version proposée de la Politique 23-600 – Établissement des taux de cotisation de base, diffusion 5, et annule la diffusion 4 de la Politique 23-600 – Établissement des taux de cotisation de base.

b. Politique 23-605 – Système d'évaluation de l'expérience

La vice-présidente à la Stratégie et aux finances présente un aperçu des modifications apportées à la Politique 23-605, telles qu'elles figurent dans les documents de la réunion.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :
Le conseil approuve la version proposée de la Politique 23-605 – Système d'évaluation de l'expérience, diffusion 6, et annule la diffusion 5 de la Politique 23-605 – Système d'évaluation de l'expérience.

On souligne que deux membres n'ont pas pu voter en raison d'un problème de haut-parleur.

7. Présentation d'intervenants – Société médicale du Nouveau-Brunswick et d' Paul Atkinson

La d^{re} Paula Keating et René Boudreau de la Société médicale du Nouveau-Brunswick se joignent au D^r Paul Atkinson, médecin-conseil en chef de Travail sécuritaire NB, pour faire une présentation au conseil. Ils abordent divers défis auxquels la population du Nouveau-Brunswick fait face en ce qui concerne les soins médicaux.

Un membre dit être d'avis que l'on devrait accorder plus de pouvoir aux pharmaciens pour ce qui est de la prestation de soins médicaux. M. Boudreau approuve cette remarque et dit qu'à l'heure actuelle, on doit tous unir nos efforts pour faire tomber les cloisons afin d'aider les habitants de la province. Le D^r Atkinson souligne que Travail sécuritaire NB est favorable à l'établissement d'un modèle d'ergothérapie qui permettrait aux patients d'avoir recours aux services de physiothérapeutes et de chiropraticiens pour obtenir des soins et un suivi tout au long de leur processus de guérison.

Un membre demande des précisions concernant le nombre de patients que chaque médecin à l'âge de la retraite a et qui pourraient finir par se retrouver sans médecin. La D^{re} Keating lui répond que chaque médecin a en moyenne 1 200 patients.

Le D^r Atkinson souligne que l'un des plus gros problèmes liés à la pénurie de médecins au Nouveau-Brunswick est que les places sont limitées en résidence. Les étudiants quittent la

province pour suivre une formation et ne reviennent pas; le Nouveau-Brunswick est à l'avant-dernier rang des provinces canadiennes quant au nombre de personnes formées à l'étranger. Le D^r Atkinson mentionne également que, selon la loi, le Nouveau-Brunswick doit être en mesure de fournir des soins aux travailleurs blessés; il est donc prioritaire de s'efforcer de combler cette lacune.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :

Le conseil reçoive la présentation faite par les intervenants sur la prestation de soins médicaux à titre de renseignement.

8. Mise à jour du Comité des finances et des placements

Rapports de la présidente du Comité des finances et des placements

a. Réunion du 20 août 2024

La présidente du Comité présente un aperçu de la recommandation formulée lors de la réunion du 20 août 2024, telle qu'elle figure dans les documents de la réunion.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :

Le conseil approuve le portefeuille A consistant à augmenter l'allocation de l'actif pour générer un rendement absolu afin d'améliorer la protection contre le risque de perte en cas de baisse.

b. Réunion du 3 septembre 2024

La présidente du Comité rappelle la décision prise le 3 septembre dernier à la réunion conjointe du Comité et du conseil.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :

Le conseil reçoive le rapport de la présidente du Comité présenté à la réunion du 3 septembre 2024 à titre de renseignement.

c. Réunion du 12 septembre 2024

La présidente du Comité présente un aperçu de la réunion du Comité du 12 septembre 2024, tel qu'il figure dans les documents de la réunion.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :

Le conseil reçoive le rapport de la présidente du Comité présenté à la réunion du 12 septembre 2024 à titre de renseignement.

i. Budget administratif de 2023

La présidente du Comité présente un aperçu de la recommandation soumise au conseil, tel qu'elle figure dans les documents de la réunion.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :

Le conseil approuve le budget administratif de 81,9 millions de dollars pour 2025, y compris la somme de 2,8 millions de dollars prévue en 2024 aux fins de la modernisation.

ii. Taux de cotisation moyen de 2025 en vertu de la Loi sur les accidents du travail

La présidente du Comité présente un aperçu de la recommandation soumise au conseil, tel qu'elle figure dans les documents de la réunion.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :

Le conseil approuve le taux de cotisation moyen pour 2025 de 1,10 \$ par tranche de 100 \$ des salaires assurables en vertu de la Loi sur les accidents du travail.

iii. **Taux de cotisation de 2025 en vertu de la Loi sur l'indemnisation des pompiers**

La présidente du Comité présente un aperçu de la recommandation soumise au conseil, tel qu'il figure dans les documents de la réunion.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :

Le conseil approuve le taux de cotisation pour 2025 de 220 \$ par pompier en vertu de la Loi sur l'indemnisation des pompiers.

iv. **Distribution de l'excédent entre 140 % et 150 %**

La présidente du Comité présente la recommandation formulée à l'égard de la distribution de l'excédent, telle qu'elle figure dans les documents de la réunion. Elle mentionne également que le conseil devrait tenir une discussion sur la distribution du reste de l'excédent.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :

Le conseil approuve l'affectation d'une somme de 7,6 millions de dollars de l'excédent pour contribuer au financement de la modernisation.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :

Le conseil approuve la distribution de l'excédent obligatoire de 56,7 millions de dollars entre les employeurs.

Le contrôleur présente un aperçu de la présentation faite au Comité des finances et des placements, telle qu'elle figure dans les documents de la réunion. Un membre lui demande comment l'on prévoit de distribuer les fonds. M. Freeze lui répond que l'on verserait les fonds sous forme de chèques par défaut ou que, dans certains cas, les entreprises auraient la possibilité de demander un crédit de compte.

La vice-présidente du conseil demande quels seraient les coûts administratifs de la redistribution totale. La vice-présidente à la Stratégie et aux finances répond qu'il serait plus efficace d'utiliser la banque actuelle de Travail sécuritaire NB, ainsi que le personnel interne, et qu'il en coûterait environ 30 000 \$.

Le conseil approuve la distribution de l'excédent discrétionnaire supplémentaire de 123,9 millions de dollars.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :

Le conseil approuve la distribution de l'excédent discrétionnaire supplémentaire de 123,9 millions de dollars entre les employeurs.

9. Modernisation

La directrice générale des Communications d'entreprise, la dirigeante principale de l'information et l'associée de MNP, Caitlin Crowley, présentent une mise à jour des efforts de modernisation, telle qu'elle figure dans les documents de la réunion.

Un membre soulève la question du nombre de vérifications effectuées et demande si l'on a consulté le directeur de la Vérification interne à propos de l'harmonisation des vérifications. Le président et chef de la direction confirme que l'on a consulté M. Wang au sujet de l'échelonnement de la vérification sur toute l'année afin de prévoir un délai pour mettre en œuvre les recommandations précédentes.

Le membre demande ce qu'il en est de la recommandation visant à établir un comité chargé de superviser les efforts de modernisation. Le président et chef de la direction répond que l'on a embauché un cabinet-conseil externe pour obtenir une analyse. Le conseil devrait en recevoir les résultats à sa prochaine réunion.

Un membre demande si l'on mettra en place des mesures de protection en cas de problème, lorsque le nouveau système de paie sera opérationnel, ou si l'on prévoit que les deux systèmes fonctionneront simultanément pendant un certain temps. M^{me} Crowley répond que oui et ajoute que c'est la principale question. Pour ce qui est de savoir pendant combien de temps les deux systèmes fonctionneront simultanément, elle souligne qu'il faudra négocier avec le fournisseur. Le membre demande ensuite si des personnes à l'interne seront capables de gérer le nouveau système. M^{me} Walker répond que oui, précisant que des employés à l'interne pourront gérer le nouveau système, mais qu'il devra aussi s'assurer que les partenaires d'affaires pourront apporter un soutien à l'équipe.

La vice-présidente du conseil demande si l'on présentera un tableau de bord au conseil en ce qui concerne la surveillance de la modernisation. Le président et chef de la direction mentionne que le conseil a reçu un tableau de bord, mais qu'il n'a pas fonctionné pour tous les rapports. Il ajoute que les membres du conseil qui le veulent pourraient examiner les rapports du tableau de bord. La vice-présidente du conseil indique qu'elle croit que l'on devrait discuter de cette question et que le conseil devrait exercer une surveillance accrue des risques et du travail en cours. La directrice générale des Communications d'entreprise affirme que la direction tient à ce que le conseil soit satisfait des rapports et des renseignements fournis, et qu'elle s'en assurera après chaque réunion. Elle ajoute que, dans le cadre de la vérification en cours, on examinera les rapports et l'on formulera des recommandations visant à appuyer le conseil. Le président et chef de la direction ajoute qu'il veillera à ce que le directeur de la Vérification interne consulte également le conseil au sujet des rapports.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :

Le conseil reçoive le rapport sur la modernisation à titre de renseignement.

10. Mot de bienvenue et suite de l'ordre du jour

Le président du conseil prononce le mot de bienvenue.

11. Mise à jour du Comité de gouvernance

a. Rapport de la présidente du Comité de gouvernance au sujet de la réunion du Comité du 21 août 2024

La présidente du Comité présente un aperçu de son rapport de la réunion du Comité du 21 août 2024, tel qu'il figure dans les documents de la réunion.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :

Le conseil reçoive le rapport de la présidente du Comité au sujet de la réunion du Comité du 21 août 2024 à titre de renseignement.

b. Règlement administratif

La présidente du Comité présente un aperçu des modifications proposées au règlement administratif, telles qu'elles figurent dans les documents de la réunion.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :
Le conseil approuve les modifications au Règlement administratif n° 1 – Conduite générale des affaires.

c. Comité fusionné – Comité de gouvernance, des gens et de la culture

La présidente du Comité de gouvernance présente une liste des personnes qui ont manifesté leur volonté de siéger au Comité de gouvernance, des gens et de la culture. Ces personnes sont les suivantes :

Haley Flaro – présidente du Comité
Mike MacMullin – représentant des travailleurs (membre votant)
Gaëtan Guérette – représentant des employeurs (membre votant)
Chantal Lafleur – représentante des travailleurs (membre suppléante)
Adam Donnelly – représentant des employeurs (membre suppléant)

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est résolu que :
Le conseil approuve la composition du Comité de gouvernance, des gens et de la culture comme suit : Haley Flaro, présidente du Comité; Mike MacMullin, représentant des travailleurs (membre votant); Gaëtan Guérette, représentant des employeurs (membre votant); Chantal Lafleur, représentante des travailleurs (membre suppléante); et Adam Donnelly, représentant des employeurs (membre suppléant).

d. Orientation des nouveaux membres du conseil

La présidente du Comité présente un aperçu des modifications proposées au manuel des membres du conseil, ainsi que des ajouts apportés au processus d'orientation des nouveaux membres.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est résolu que :
Le conseil approuve le manuel des membres du conseil et les ajouts apportés au processus d'orientation des nouveaux membres.

12. Mise à jour du Comité des ressources humaines et de la rémunération

a. Rapport du président du Comité des ressources humaines et de la rémunération au sujet des réunions du Comité des 22 août et 6 septembre 2024

Le président du Comité présente une mise à jour des réunions du Comité des 22 août et 6 septembre 2024, tel qu'elle figure dans les documents de la réunion.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :
Le conseil reçoit le rapport du président du Comité des ressources humaines et de la rémunération au sujet des réunions du Comité des 22 août et 6 septembre 2024 à titre de renseignement.

b. Évaluation du rendement du président et chef de la direction (à huis clos)

Une séance à huis clos a lieu. Le conseil en sort afin de faire une motion.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :
Le conseil approuve l'évaluation du rendement du président et chef de la direction pour 2023.

13. Mise à jour du Comité de vérification

a. Rapport du président du Comité de vérification au sujet de la réunion du Comité du 28 août 2024

Le président du Comité de vérification présente une mise à jour de la réunion du Comité du 28 août 2024, tel qu'elle figure dans les documents de la réunion.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :
Le conseil reçoive le rapport du président du Comité de vérification au sujet de la réunion du Comité du 28 août 2024 à titre de renseignement.

14. Rapport du président et chef de la direction

Le président et chef de la direction présente un aperçu de ses activités, tel qu'il figure dans les documents de la réunion.

Un membre demande au président et chef de la direction s'il sait si d'autres commissions des accidents du travail ont des données sur la formation en psychologie qui a facilité la gestion des accidents du travail. Le président et chef de la direction répond qu'il communiquera avec d'autres commissions et qu'il informera le conseil du résultat de ses démarches.

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :
Le conseil reçoive le rapport du président et chef de la direction à titre de renseignement.

15. Plan de consultation auprès des pompiers et recommandation

La vice-présidente à la Stratégie et aux finances et la directrice générale des Communications d'entreprise présentent un aperçu du plan de consultation auprès des pompiers, tel qu'il figure dans les documents de la réunion.

M^{me} Dooley indique que l'équipe a rencontré de grandes entreprises de la province qui s'interrogent à savoir si le gouvernement continuerait de couvrir la portion du régime d'Assurance-maladie portant sur les demandes d'indemnisation des pompiers en matière de cancer. Le président et chef de la direction mentionne que les commentaires formulés par Manufacturiers et Exportateurs du Canada laissent entendre que les municipalités devraient assumer le coût des cancers visés par la disposition de présomption.

Un membre souligne que la plupart des pompiers recevront probablement un diagnostic de symptômes précancéreux et que l'ajout du cancer de la prostate à la liste augmenterait considérablement le volume des demandes d'indemnisation. Quel en serait l'effet sur les coûts et le système, et qui assumerait ces coûts? Le président et chef de la direction répond que l'établissement des taux de cotisation devra tenir compte de l'incidence financière. Un membre soutient que les cancers figurant sur la liste devraient être couverts par la présomption d'état de stress post-traumatique et que les pompiers répondant aux critères devraient être admissibles à des prestations.

Les membres reconnaissent qu'il est difficile d'offrir une protection additionnelle contre le cancer tout en tenant compte de la réticence des employeurs face à l'augmentation des taux de cotisation. Un membre s'oppose vivement à ce que l'on transfère le fardeau financier aux employeurs et indique que les municipalités devraient rechercher des sources de financement du gouvernement.

Un membre demande si l'on dispose de données médicales suffisantes ou supplémentaires pour couvrir d'autres cancers. La vice-présidente à la Stratégie et aux finances répond que le médecin-conseil en chef a pris connaissance de tous les rapports et qu'une analyse plus approfondie des données est nécessaire.

Le président du conseil demande au conseil de clarifier les renseignements supplémentaires dont il a besoin de la part de la direction et on conclut que le conseil aimerait obtenir des renseignements supplémentaires sur les points suivants :

- Recueillir des renseignements sur les demandes d'indemnisation présentées à ce jour
- Examiner les demandes d'indemnisation reçues à ce jour
- Recueillir des données médicales et inviter le D^r Atkinson à faire des commentaires

Sur motion dûment présentée, appuyée et adoptée, il est unanimement résolu que :
Le conseil reçoive le plan de consultation auprès des pompiers à titre de renseignement.

16. Affaires nouvelles

La vice-présidente du conseil rappelle au conseil la prochaine séance sur les placements qui aura lieu à l'Île-du-Prince-Édouard et invite les participants à prendre des dispositions relatives à leur hébergement. Elle ajoute qu'elle a examiné une version préliminaire de l'ordre du jour du symposium sur l'apprentissage et qu'il lui semble très instructif. Elle espère que tous seront présents.

Un membre aimerait avoir des renseignements sur le vieillissement de la population active et demande si la situation cause des problèmes.

17. Rencontre d'un-e candidat-e possible au poste d'avocat-e général-e et secrétaire général-e (à huis clos)

Une séance à huis clos a lieu.

18. Séance à huis clos

Aucune autre séance à huis clos n'a lieu.

Ajournement

Motion d'ajournement le 26 septembre 2024, à 11 h 37.